

Conditions Définitives en date du 30 mai 2016



(immatriculée en France)

(Emetteur)

Emission d'Obligations de 150.000.000 d'euros dont le remboursement final est référencé sur le cours de l'Indice CAC® Large 60 EWER et venant à échéance le 12 décembre 2024

*sous le
Programme d'émission d'Obligations
de 10.000.000.000 d'euros
(le Programme)*

Toute personne faisant ou ayant l'intention de faire une offre des Obligations pourra le faire uniquement :

- (i) dans des circonstances dans lesquelles il n'y a pas d'obligation pour l'Emetteur ou tout Agent Placeur de publier un prospectus en vertu de l'article 3 de la Directive Prospectus ou un supplément au prospectus conformément à l'article 16 de la Directive Prospectus dans chaque cas, au titre de cette offre ; ou
- (ii) dans les Juridictions Offre au Public mentionnées au Paragraphe 7 de la Partie B ci-dessous, à la condition que cette personne soit un Agent Placeur ou un Etablissement Autorisé (tel que ce terme est défini dans le Prospectus de Base) Partie B ci-dessous et que cette offre soit faite pendant la Période d'Offre précisée à cette fin et que toutes les conditions pertinentes quant à l'utilisation du Prospectus de Base aient été remplies.

Ni l'Emetteur, ni l'Agent Placeur n'a autorisé ni n'autorise l'offre d'Obligations dans toutes autres circonstances.

L'expression **Directive Prospectus** désigne la Directive 2003/71/CE telle que modifiée, et inclut toute mesure de transposition dans l'Etat Membre de l'EEE concerné.

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés dans les présentes seront réputés être définis pour les besoins des Modalités (les **Modalités**) figurant dans les sections intitulées "*Modalités des Obligations*" et "*Modalités Additionnelles*" dans le Prospectus de Base en date du 19 juin 2015 ayant reçu le visa n° 15-285 de l'Autorité des Marchés Financiers (**AMF**) le 19 juin 2015 et les suppléments au Prospectus de Base en date du 5 août 2015, du 10 août 2015, du 1^{er} septembre 2015, du 29 février 2016, du 22 mars 2016 et du 27 mai 2016 qui ensemble constituent un prospectus de base au sens de la Directive 2003/71/CE (la **Directive Prospectus**) telle que modifiée dans la mesure où ces modifications ont été transposées dans un Etat-Membre. Le présent document constitue les Conditions Définitives des Obligations décrites dans les présentes au sens de l'article 5.4 de la Directive Prospectus, et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base tel que complété. Une information complète concernant l'Emetteur et l'offre d'Obligations est uniquement disponible sur base de la combinaison des présentes Conditions Définitives et du Prospectus de Base tel que complété. Un résumé de l'émission des Obligations est annexé aux présentes Conditions Définitives. Le Prospectus de Base, les présentes Conditions Définitives et les suppléments au Prospectus de Base (dans chaque cas, avec tous documents qui y sont incorporés par référence) sont disponibles pour consultation à, et des copies peuvent être obtenues de BNP Paribas Securities Services (en sa qualité d'Agent Payeur Principal), Les Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère, 93500 Pantin, France et auprès de Natixis, 47, quai d'Austerlitz, 75013 Paris. Le Prospectus de Base et les suppléments au Prospectus de Base sont également disponibles sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

1. Emetteur :	Natixis
2. (i) Souche n° :	247
(ii) Tranche n° :	1
3. Garant :	Not Applicable
4. Devise ou Devises Prévues(s) :	Euro (« EUR »)
5. Montant Nominal Total :	
(i) Souche :	EUR 150.000.000
(ii) Tranche :	EUR 150.000.000
6. Prix d'Emission de la Tranche :	100 % du Montant Nominal Total
7. Valeur Nominale Indiquée :	EUR 100
8. Date d'Emission :	1 juin 2016
9. Date d'Echéance :	12 décembre 2024
10. Forme des Obligations :	Au porteur
11. Base d'Intérêt :	Non Applicable
12. Base de Remboursement/Paiement :	Remboursement Indexé sur Indice
13. Changement de Base d'Intérêt ou de Base de Remboursement / Paiement :	Non Applicable
14. Option de Rachat/Option de Vente :	Non Applicable

15. **Date des autorisations d'émission :** Décision du Conseil d'Administration en date du 30 mai 2016 prise par les délégataires conformément à la résolution du Conseil d'Administration en date du 10 février 2016.

16. **Méthode de distribution :** Non syndiquée

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERETS A PAYER (LE CAS ECHEANT)

17. **Dispositions relatives aux Obligations à Taux Fixe :** Non Applicable

18. **Dispositions relatives aux Obligations à Taux Variable :** Non Applicable

19. **Dispositions relatives aux Obligations Zéro Coupon :** Non Applicable

20. **Dispositions relatives aux Coupons applicables aux Obligations Indexées :** Non Applicable

21. **Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Titres de Capital (action unique) :** Non Applicable

22. **Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indice (indice unique) :** Applicable

(i) Type : Obligations Indexées sur un Indice Mono-Bourse

(ii) Indice Mono-Bourse / Indice Multibourse /Indices Propriétaires : CAC® Large 60 EWER
Code Bloomberg : CLEWE index

(iii) Type de Rendement (uniquement applicable aux Indices Propriétaires) : Non Applicable

(iv) Lien internet vers le site contenant une description de l'Indice Propriétaire : Non Applicable

(v) Sponsor de l'Indice : Euronext Paris S.A

(vi) Marché : Conformément à la Modalité 16

(vii) Marché Lié : Conformément à la Modalité 16

(viii) Niveau Initial : Conformément à la Modalité 16

Désigne « Prix de Référence » dans l'Annexe aux Conditions Définitives

(ix) Barrière : Désigne « H » et « B » dans l'Annexe aux Conditions

		Définitives
(x)	Événement Activant :	Non Applicable
(xi)	Événement Désactivant :	Non Applicable
(xii)	Événement de Remboursement Automatique Anticipé :	Non Applicable
(xiii)	Intérêt Incrémental :	Non Applicable
(xiv)	Date de Détermination Initiale :	28 novembre 2016
(xv)	Dates de Constatation Moyenne :	Non Applicable
(xvi)	Période(s) d'Observation(s) :	Non Applicable
(xvii)	Date d'Evaluation :	Applicable, voir l'Annexe aux Conditions Définitives
(xviii)	Nombre(s) Spécifique(s) :	Sept (7) Jours de Bourse Prévus
(xix)	Heure d'Evaluation :	Conformément à la Modalité 16
(xx)	Taux de Change :	Non Applicable
(xxi)	Monétisation :	Non Applicable
(xxii)	Changement de la Loi :	Applicable
(xxiii)	Perturbation des Opérations de Couverture :	Applicable
(xxiv)	Coût Accru des Opérations de Couverture :	Applicable
23.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Titres de Capital (panier d'actions) :	Non Applicable
24.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indices (panier d'indices) :	Non Applicable
25.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Matières Premières (matière première unique) :	Non Applicable
26.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Matières Premières (panier de matières premières) :	Non Applicable
27.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Fonds (fonds	

	unique) :	Non Applicable
28.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Fonds (panier de fonds) :	Non Applicable
29.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Dividendes :	Non Applicable
30.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur un ou plusieurs Contrat à Terme :	Non Applicable
31.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur Panier(s) de Contrats à Terme :	Non Applicable
32.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur l'Inflation :	Non Applicable
33.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur Risque de Crédit :	Non Applicable
34.	Obligations Indexées sur Devises :	Non Applicable
35.	Dispositions relatives aux Obligations Indexées sur Taux :	Non Applicable
36.	Dispositions relatives aux Obligations Hybrides :	Non Applicable

DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

37.	Montant de Remboursement Final :	Le Montant de Remboursement Final sera calculé selon la formule <i>Vanille Conditionnelle</i> de l'Annexe aux Conditions Définitives ci-dessous
38.	Option de Remboursement au gré de l'Emetteur :	Non Applicable
39.	Option de Remboursement au gré des Porteurs :	Non Applicable
40.	Montant de Remboursement Anticipé :	
	(i) Montant(s) de Remboursement Anticipé (pour des raisons différentes que celles visées au (ii) ci-dessous) pour chaque Obligation :	Conformément à la Modalité 16
	(ii) Montant(s) de Remboursement Anticipé pour chaque Obligation payée lors du remboursement pour	

des raisons fiscales (Modalité 5(f)), pour illégalité (Modalité 5(j)) ou en cas d'Exigibilité Anticipée (Modalité 8) :

Conformément aux Modalités

(iii) Remboursement pour des raisons fiscales à des dates ne correspondant pas aux Dates de Paiement du Coupon (Modalité 5(f)) :

Non Applicable

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX OBLIGATIONS

- 41. Forme des Obligations :** Obligations dématérialisées au porteur
- 42. Centres d'Affaires pour les besoins de la Modalité 4 :** Non Applicable
- 43. Place(s) Financière(s) ou autres dispositions particulières relatives aux Jours de Paiement pour les besoins de la Modalité 6(a) :** TARGET
- 44. Dispositions relatives aux Obligations à Libération Fractionnée : montant de chaque paiement comprenant le Prix d'Emission et la date à laquelle chaque paiement doit être fait et, le cas échéant, des défauts de paiement, y compris tout droit qui serait conféré à l'Emetteur de retenir les Obligations et les intérêts afférents du fait d'un retard de paiement :** Non Applicable
- 45. Dispositions relatives aux Obligations à Versement Echelonné :** Non Applicable
- 46. Masse (Modalité 10) :** Les noms et coordonnées du Représentant titulaire de la Masse sont :

F&S Financial Services SAS
8, rue du Mont Thabor
75001 Paris
Le Représentant de la Masse percevra une rémunération de 425 € par an au titre de ses fonctions.
- 47. Le Montant Nominal Total des Obligations émises a été converti en euros au taux de [●], soit une somme de :** Non Applicable

OBJET DES CONDITIONS DEFINITIVES

Les présentes Conditions Définitives constituent les conditions définitives requises pour l'émission et l'offre au public dans les Juridictions Offre Public et l'admission aux négociations des Obligations sur *Euronext Paris* décrits ici dans le cadre du programme d'émission d'Obligations de 10.000.000.000 d'euros de Natixis.

RESPONSABILITE

L'Emetteur accepte la responsabilité des informations contenues dans les présentes Conditions Définitives.

Signé pour le compte de l'Emetteur :

Par : _____

Dûment habilité

PARTIE B – AUTRE INFORMATION

1. Cotation et admission à la négociation :

- (i) Cotation : Euronext Paris
- (ii) Admission aux négociations : Une demande d'admission des Obligations aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris à compter de la Date d'Emission a été faite par l'Emetteur (pour son compte).
- (iii) Estimation des dépenses totales liées à l'admission aux négociations : EUR 4.455

2. Notations

Notations : Les Obligations à émettre n'ont pas fait l'objet d'une notation.

3. Intérêts des personnes physiques et morales participant à l'offre

Sauf pour les commissions versées aux intermédiaires financiers d'un montant maximum payable à l'émission de 5.00% du montant des Obligations placées, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Obligations n'y a d'intérêt significatif.

4. Raisons de l'offre, estimation du produit net et des dépenses totales

- (i) Raisons de l'offre : Se reporter au chapitre "Utilisation des fonds" du Prospectus de Base
- (ii) Estimation du produit net : L'estimation du produit net de l'Emission correspond au Montant Nominal Total moins les commissions et concessions totales.

Le produit net de l'émission sera utilisé pour les besoins de financement généraux de l'Emetteur.
- (iii) Estimation des dépenses totales : L'estimation des dépenses totales pouvant être déterminée à la Date d'Emission correspondant à la somme des dépenses totales liées à l'admission et au maintien de la cotation (paragraphe 1 (iii) ci-dessus) et aux frais de licence d'utilisation de l'Indice (**2.700 euros par an**).

5. Performance du Sous-Jacent

Des informations sur les performances passées et futures et la volatilité de l'Indice peuvent être obtenues sur le site internet du Sponsor de l'Indice et sur la page Bloomberg de l'Indice (code Bloomberg : **CLEWE index**).

6. Informations Opérationnelles

- (i) Code ISIN : FR0013133691
- (ii) Code commun : 137669137
- (iii) *Valor number (Valorennumber)* : Non Applicable
- (iv) Tout système(s) de compensation autre qu'Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg approuvés par l'Emetteur et l'Agent Payeur et numéro(s) d'identification correspondant : Non Applicable
- (v) Livraison : Livraison contre paiement
- (vi) Noms et adresses des Agents Payeurs initiaux désignés pour les Obligations (le cas échéant) : **BNP Paribas Securities Services**
3, rue d'Antin
75002 Paris
- (vii) Noms et adresses des Agents Payeurs additionnels désignés pour les Obligations (le cas échéant) : Non Applicable
- (viii) Nom et adresse de l'Agent de Calcul (le cas échéant) : **CACEIS Bank Luxembourg**
5 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg
2520 Luxembourg

7. PLACEMENT

- (i) Si syndiqué, noms des Agents Placeurs : Non Applicable
- (ii) Date du contrat de prise ferme : Non Applicable
- (iii) Nom et adresse des entités qui ont pris l'engagement ferme d'agir en qualité d'intermédiaires sur les marchés secondaires et d'en garantir la liquidité en se portant acheteurs et vendeurs et principales conditions de leur engagement : Non Applicable
- (iv) Etablissement(s) chargé(s) des Opérations de Stabilisation (le cas échéant) : Non Applicable
- (v) Si non-syndiqué, nom et adresse de l'Agent Placeur : Natixis, 47 quai d'Austerlitz, 75013 Paris

- (vi) Commissions et concessions totales : Non Applicable
- (vii) Restrictions de vente supplémentaires aux Etats-Unis d'Amérique : Catégorie 2 Reg. S. Les règles TEFRA ne sont pas applicables.
- (viii) Offre Non-exemptée : Une offre d'Obligations peut être faite par l' Agent Placeur (l' **Intermédiaire Financier Initial**) et les Caisses d'Epargne (ainsi que tout établissement de crédit affilié), à savoir : Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bourgogne Franche-Comté, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bretagne – Pays de Loire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France, Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Loire Drôme Ardèche, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Lorraine Champagne-Ardenne, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Midi-Pyrénées, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Normandie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Provence Alpes Corse, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Rhône Alpes, Banque de la Réunion, Banque des Antilles Françaises, Banque de Tahiti, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque BCP ainsi que par Banque Privé 1818 (les **Etablissement Autorisés**) autrement qu'au titre de l'article 3(2) de la Directive Prospectus en France (les **Juridictions Offre Public**) pendant la période du 1 juin 2016 à 9 heures (CET) au 19 novembre 2016 à 17 heures (CET) sous réserve d'une clôture anticipée (la **Période d'Offre**). Pour plus de détails, voir paragraphe 8 de la Partie B ci-dessous.

8. Offres au Public

Applicable

Période d'Offre :

La Période d'Offre débutera le 1 juin 2016 à 9 heures (CET) et se terminera le 19 novembre 2016 à 17 heures (CET).

Prix d'Offre :

Le Prix d'Offre commencera à 99,53% de la Valeur Nominale Indiquée le 1 juin 2016 et progressera pendant la Période d'Offre pour atteindre 99,95% de la Valeur Nominale Indiquée le 19 novembre 2016.

Periode d'Offre	Date de Centralisation	Taux d'achat	Prix d'Offre
Du 1 juin 2016 inclus au 30 juin 2016 inclus	30 juin 2016	99,53%	99.53 EUR
Du 30 juin 2016 exclu au 30 juillet 2016 inclus	1 aout 2016	99,61%	99.61 EUR
Du 30 juillet 2016 exclu au 31 aout 2016 inclus	31 aout 2016	99,70%	99.70 EUR
Du 31 aout 2016 exclu au 30 septembre 2016 inclus	30 septembre 2016	99,78%	99.78 EUR
Du 30 septembre 2016 exclu au 31 octobre 2016 inclus	31 octobre 2016	99,86%	99.86 EUR
Du 31 octobre 2016 exclu au 19 novembre 2016 inclus	22 novembre 2016	99,95%	99.95 EUR

Où la **Date de Centralisation** est la date à laquelle le Prix d'Offre de chaque Obligation sera déterminé selon la formule suivante :

Valeur Nominale Indiquée × Taux d'achat

Conditions auxquelles l'offre est soumise :

Non Applicable

Description de la procédure de demande de souscription :

Non Applicable

Informations sur le montant minimum et/ou

maximum de souscription :	Le montant minimum de souscription est de EUR 100, soit une Obligation.
Description de la possibilité de réduire les souscriptions et des Modalités de remboursement du montant excédentaire payé par les souscripteurs :	Non Applicable
Informations sur la méthode et les délais de libération et de livraison des Obligations :	Les Obligations seront émises à la Date d'Emission contre paiement à l'Emetteur des produits net de souscription. Les Investisseurs seront informés par l'Intermédiaire Financier concerné des Obligations qui leur sont allouées et des Modalités de règlement corrélatives.
Modalités et date de publication des résultats de l'offre :	Non Applicable
Procédure d'exercice de tout droit de préemption, négociabilité des droits de souscription et traitement des droits de souscription non exercés :	Non Applicable
Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été attribué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification :	Non Applicable
Montant de tous frais et taxes spécifiquement facturés au souscripteur ou à l'acheteur :	Non Applicable

9. Placement et Prise Ferme

Consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base durant la Période d'Offre :	Applicable pour tout Etablissement Autorisé indiqué ci-dessous
Consentement général :	Non Applicable
Etablissement(s) Autorisé(s) dans les différents pays où l'offre a lieu :	Les Caisses d'Epargne (ainsi que tout établissement de crédit affilié), à savoir : Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bourgogne Franche-Comté, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bretagne – Pays de Loire, Caisse d'Epargne et de

Prévoyance Côte d'Azur, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France, Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Loire Drôme Ardèche, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Lorraine Champagne-Ardenne, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Midi-Pyrénées, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Normandie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Provence Alpes Corse, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Rhône Alpes, Banque de la Réunion, Banque des Antilles Françaises, Banque de Tahiti, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque BCP ainsi que par Banque Privé 1818 (les **Etablissements Autorisés**).

Conditions relatives au consentement de l'Emetteur
aux fins d'utiliser le Prospectus de Base :

Non Applicable

10. Avertissement de l'Agent de Publication de l'Indice:

Euronext Paris SA détient tous droits de propriété relatifs à l'indice CAC® Large 60 EWER. Euronext Paris SA, ainsi que toute filiale directe ou indirecte, ne se portent garantes, n'approuvent, ou ne sont concernées en aucune manière par l'émission et l'offre du produit. Euronext Paris SA, ainsi que toute filiale directe ou indirecte, ne seront pas tenues responsables vis-à-vis des tiers en cas d'inexactitude des données sur lesquelles est basé l'indice CAC® Large 60 EWER, de faute, d'erreur ou d'omission concernant le calcul ou la diffusion de l'indice CAC® Large 60 EWER, où au titre de son utilisation dans le cadre de cette émission et de cette offre.

CAC, CAC 40 et CAC® Large 60 EWER sont des marques déposées d'Euronext Paris SA ou de ses filiales.

Annexe aux Conditions Définitives relative aux Modalités Additionnelles

1. **Dispositions applicables aux Obligations Indexées (à l'exclusion des Obligations Indexées sur Taux, des Obligations Indexées sur Devises et des Obligations Indexées sur Risque de Crédit) relatives aux formules de calcul de Coupon, de Montant de Remboursement Final et/ou de Montant de Remboursement Optionnel et/ou de Montant de Remboursement Automatique Anticipé**

1.1 Dispositions Communes

Calendrier d'Observation BVP est Non Applicable

Calendrier d'Observation Moyenne désigne Non Applicable

Calendrier d'Observation Lookback désigne l'ensemble des Dates d'Observation

Calendrier d'Observation 1 est Non Applicable

Calendrier d'Observation 2 est Non Applicable

Calendrier d'Observation Actuariel est Non Applicable

Calendrier d'Observation Prix est Non Applicable

Dates d'Evaluation désigne : 28 novembre 2024

Dates d'Observation :

t	Date d'Observation (t)
1	28 novembre 2017
2	28 novembre 2018
3	28 novembre 2019
4	30 novembre 2020
5	29 novembre 2021
6	28 novembre 2022
7	28 novembre 2023
8	28 novembre 2024

Dates de Paiement désigne : 12 décembre 2024

Effet Mémoire : Non Applicable

Prix de Référence:

i	Définition	Prix de Référence
1	Niveau Initial	Désigne le Niveau Initial de l'Indice tel que défini à la Modalité 16 du Prospectus de Base.

Prix désigne Niveau Final.

Sélection désigne :

i	Sous-Jacent	Code Bloomberg	Poids
----------	--------------------	-----------------------	--------------

1	CAC ® LARGE 60 EWER	CLEWE	100%
---	------------------------	-------	------

Sous-Jacent désigne un Indice

1.2 Vanille Conditionnelle **Éléments composant la formule de calcul du Montant de Remboursement Final :**

Coupon₁ = 0%

Coupon₂ = 0%

Coupon₃ est Non Applicable

G₁ = 100 %

G₂ = -100%

G₃ est Non Applicable

Cap₁ est Non Applicable

Cap₂ est Non Applicable

Cap₃ est Non Applicable

Floor₁ = 40 %

Floor₂ = 0 %

Floor₃ est Non Applicable

K₁ = 100 %

K₂ = 100 %

K₃ est Non Applicable

Type₁ = 1

Type₂ = - 1

Type₃ est Non Applicable

H = 60 %

B = 60 %

D₁ est Non Applicable

D₂ est Non Applicable

PerfPanier₁(T) = désigne, à la Date d'Evaluation, la formule *Performance Lookback Max*

Avec :

Calendrier d'Observation Lookback désigne l'ensemble des Dates d'Observation.

m = 8

Dans la formule **Performance Lookback Max**, chaque terme **PerfPanierLocale**, pour chaque Date d'Observation dans le *Calendrier d'Observation Lookback*, désigne la formule **Performance Locale**.

Performance Locale désigne la formule **Pondéré**.

Dans la formule **Pondéré**, chaque **Performance Individuelle** désigne la formule **Performance Individuelle Européenne**.

Dans la formule **Performance Individuelle Européenne**, chaque formule « **Prix(i,t)** » désigne, pour chaque Date d'Observation indexée « t », « t » allant de 1 à m, le **Prix** du Sous-Jacent à cette Date d'Observation.

PerfPanier₂(T) = désigne, **Performance Locale** :

Dans la formule **Performance Locale**, **PerfPanierLocale(t)** désigne, pour la d'Evaluation la formule **Pondéré** :

$$\sum_{i=1}^n w^i \times \text{PerfIndiv}(i, t)$$

Dans la formule **Pondéré**, **PerfIndiv(i, t)** désigne, pour la Date d'Evaluation et pour chaque Sous-Jacent indexé « i », « i » allant de 1 à 1 la formule **Performance Individuelle Européenne**.

Dans la formule **Performance Individuelle Européenne**, **Prix(i, t)** désigne, pour la Date, le **Prix** du Sous-Jacent indexé « i », i allant de 1 à 1, à cette Date d'Evaluation.

PerfPanier₃(T) est Non Applicable

PerfPanier₄(T) = PerfPanier₂(T)

PerfPanier₅(T) = PerfPanier₂(T)

PerfPanier₆(T) est Non Applicable

PerfPanier₇(T) est Non Applicable

RESUME DE L'EMISSION

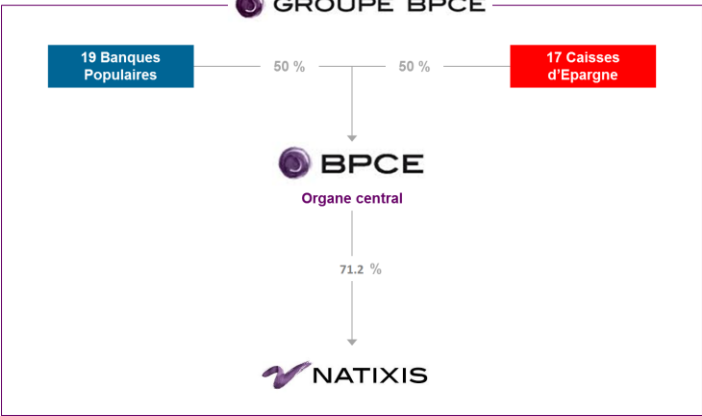
Section A – Introduction et avertissements

Elément	
A.1 Avvertissement général relatif au résumé	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus de base en date du 19 juin 2015 ayant reçu le visa n°15-285 de l'Autorité des marchés financiers le 19 juin 2015 (le Prospectus de Base) relatif au programme d'émission d'Obligations (le Programme) de Natixis et de Natixis Structured Issuance. Toute décision d'investir dans les obligations émises dans le cadre du Programme (les Obligations) doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base par les investisseurs, y compris les documents qui y sont incorporés par référence, de tout supplément y afférent et des conditions définitives relatives aux Obligations concernées (les Conditions Définitives). Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal, le plaignant peut, selon la législation nationale de l'Etat Membre de l'EEE, avoir à supporter les frais de traduction de ce Prospectus de Base et des Conditions Définitives avant le début de toute procédure judiciaire. Aucune action en responsabilité civile ne pourra être intentée dans un Etat Membre à l'encontre de quiconque sur la seule base du présent résumé, y compris sa traduction, sauf si son contenu est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base, les informations clés telles que définies à l'article 2.1 de la Directive Prospectus permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations.</p>
A.2 Information relative au consentement des Emetteurs concernant l'utilisation du Prospectus de Base	<p>Sous réserve des conditions mentionnées ci-dessous, l'Emetteur consent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre de l'Offre au Public des Obligations par tout Agent Placeur, et les Caisses d'Epargne (ainsi que tout établissement de crédit affilié), à savoir : Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Alsace, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bourgogne Franche-Comté, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bretagne – Pays de Loire, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile-de-France, Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Loire Drôme Ardèche, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Lorraine Champagne-Ardenne, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Midi-Pyrénées, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Normandie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie, Caisse d'Epargne et de Prévoyance Provence Alpes Corse, Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Rhône Alpes, Banque de la Réunion, Banque des Antilles Françaises, Banque de Tahiti, Banque de Nouvelle Calédonie, Banque BCP ainsi que par Banque Privé 1818 (chacun étant dénommé, un Etablissement Autorisé).</p> <p>Période d'Offre : Le consentement de l'Emetteur visé ci-dessus est donné pour des Offres au Public pendant la période débutant le 1 juin 2016 à 9h00 CET et se terminant le 19 novembre 2016 à 17h00 CET (la Période d'Offre).</p> <p>Les conditions du consentement de l'Emetteur (outre les conditions visées ci-dessus) sont telles que ce consentement : (i) est uniquement valable durant la Période d'Offre et (ii) concerne uniquement l'utilisation du Prospectus de Base afin d'effectuer des Offres au Public de la Tranche d'Obligations concernées en France.</p> <p>Un Investisseur qui a l'intention d'acquérir ou qui acquiert des Obligations auprès d'un Etablissement Autorisé le fera, et les offres et cessions des Obligations par un Etablissement</p>

Elément	
	<p>Autorisé à un Investisseur se feront, dans le respect de toutes conditions et autres accords mis en place entre l'Etablissement Autorisé et l'Investisseur concerné y compris en ce qui concerne le prix, l'allocation, les accords de règlement-livraison et toutes dépenses ou taxes facturées à l'investisseur (les Modalités de l'Offre au Public). L'Emetteur ne sera pas partie à de tels accords avec des Investisseurs (autres que les Agents Placeurs) dans le contexte de l'offre ou la cession des Obligations et, en conséquence, le Prospectus de Base et les Conditions Définitives ne comprennent pas ces informations. Les Modalités de l'Offre au Public devront être communiquées aux Investisseurs par l'Etablissement Autorisé au moment de l'Offre au Public. Ni l'Emetteur ni aucun des Agents Placeurs ou des Etablissements Autorisés ne sont responsables de cette information ni des conséquences de son utilisation par les Investisseurs concernés.</p>

Section B – Emetteur

Elément	Titre	
B.1	La raison sociale et le nom commercial de l'Emetteur	L'émetteur est Natixis.
B.2	Le siège social et la forme juridique de l'Emetteur/la législation qui régit l'activité et le pays d'origine de l'Emetteur	Natixis est une société anonyme à conseil d'administration de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le No. 542 044 524. Natixis est actuellement régie par la législation française sur les sociétés, les dispositions du Code monétaire et financier et ses statuts. Ses statuts fixent sa durée à 99 ans, venant à terme le 9 novembre 2093. Le siège social de Natixis est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.
B.4b	Une description de toutes les tendances connues touchant l'Emetteur ainsi que les marchés sur lesquels il intervient	Natixis a été impactée par plusieurs événements en 2015 : la chute des cours du baril – qui aura déclenché une récession violente dans les pays émergents exportateurs de matières premières (Brésil et Russie en tête), le ralentissement abrupt de l'économie chinoise, l'appréciation du dollar US portée par la première hausse des taux Fed Funds depuis 2006 alors que la BCE entamait un programme d'achats d'obligations souveraines et la reprise de l'économie mondiale.

Elément	Titre	
B.5	Description du Groupe de l'Emetteur et de la position de l'Emetteur au sein du Groupe	<p>Natixis est affiliée à BPCE, organe central du groupe bancaire formé par la fusion du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Epargne, finalisée le 31 juillet 2009. Cette affiliation à BPCE est régie par l'article L.511-30 du Code monétaire et financier français.</p> <p>En qualité d'organe central et en vertu de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier français, BPCE a la responsabilité de garantir la liquidité et la solvabilité de Natixis.</p> <p>BPCE est l'actionnaire principal de Natixis et du fait de sa position exerce les responsabilités prévues par la réglementation bancaire. L'application des règles du gouvernement d'entreprise et les règles fixées aux membres du conseil permettent de prévenir le risque de l'exercice d'un contrôle abusif.</p> <p>Au 31 janvier 2016, BPCE détenait 71,2% du capital de Natixis. La structure du Groupe BPCE était la suivante :</p> 
B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	<p>Sans objet. Il n'y a pas de prévision ou d'estimation du bénéfice.</p>
B.10	Réserves contenues dans le rapport des Commissaires aux comptes	<p>Les informations financières historiques, relatives aux comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le Document de Référence 2015 et incorporées par référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, qui contient une observation figurant en pages 336-337.</p> <p>Les informations financières historiques, relatives aux comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentées dans le Document de Référence 2014 et incorporées par référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, qui contient une observation figurant en pages 321-322.</p>

Elément	Titre	
B.12	Informations financières historiques clés	<p>Pour l'exercice clos au 31 mars 2016 le produit net bancaire de Natixis était de 2 083 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 478 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 213 millions d'euros. Au 4 mars 2016, le capital social de Natixis s'élève à 5.006.536.212,80 euros, soit 3.129.085.133 actions entièrement libérés de 1.60 euro de nominal.</p> <p>L'information financière contenue dans ce paragraphe est non auditée et est extraite du communiqué de presse de Natixis en date du 10 mai 2016 concernant l'information financière non auditée de Natixis pour le premier trimestre prenant fin au 31 mars 2016.</p> <p>Pour l'exercice clos au 31 mars 2015, le produit net bancaire de Natixis était de 2.190 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 637 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 287 millions d'euros. Au 31 mars 2015, le capital social de Natixis s'élevait à 4.991.395.425,60 euros, soit 3.119.622.141 actions entièrement libérés de 1.60 euro de nominal.</p> <p>Au 31 décembre 2015 le total du bilan de Natixis était de 500,3 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, le produit net bancaire de Natixis était de 8.704 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 2.749 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 1.344 millions d'euros.</p> <p>Au 30 juin 2015, le total du bilan de Natixis était de 511,8 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 30 juin 2015, le produit net bancaire de Natixis était de 4.491 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 1.507 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 737 millions d'euros.</p> <p>Au 31 décembre 2014, le total du bilan de Natixis était de 590,4 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, le produit net bancaire de Natixis était de 7.512 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 2.073 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 1.138 millions d'euros.</p> <p>Au 30 juin 2014, le total du bilan de Natixis était de 547,4 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 30 juin 2014, le produit net bancaire de Natixis était de 3.913 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 1.216 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 642 millions d'euros.</p> <p>Au 31 décembre 2013, le total du bilan de Natixis était de 510,1 milliards d'euros. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, le produit net bancaire de Natixis était de 6.848 millions d'euros, son résultat brut d'exploitation de 1.614 millions d'euros et son résultat net (part du groupe) de 884 millions d'euros.</p>

Elément	Titre	
		<p>Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 31 mars 2016 et il n'y eu aucune détérioration significative des perspectives de Natixis depuis le 31 décembre 2015.</p>
<p>B.13</p>	<p>Evénement récent relatif à l'Emetteur présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité</p>	<p>A l'issue des résultats du Supervisory Review and Evaluation Process (SREP), la Banque centrale européenne a communiqué à NATIXIS son exigence minimale de capital au 1er janvier 2016 : un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) d'au moins 8,75%.</p> <p>Avec un ratio CET1 phased-in de 11,0% au 30 septembre 2015, NATIXIS dépasse largement ce minimum au titre du Pilier 2.</p>
<p>B.14</p>	<p>Degré de la dépendance de l'Emetteur à l'égard d'autres entités du Groupe</p>	<p>Merci de vous reporter également à la section B.5 ci-dessus. Natixis n'est pas dépendante d'autres entités du Groupe.</p>
<p>B.15</p>	<p>Principales activités de l'Emetteur</p>	<p>Natixis intervient dans trois domaines d'activités dans lesquels elle dispose d'expertises métiers fortes : la banque de grande clientèle, l'épargne (gestion d'actifs, banque privée, assurance) et les services financiers spécialisés.</p> <p>Natixis accompagne de manière durable, dans le monde entier, sa clientèle propre d'entreprises, d'institutions financières et d'investisseurs institutionnels et la clientèle de particuliers, professionnels et PME des deux réseaux de BPCE.</p> <p>Natixis est la banque de financement, de gestion et de services financiers du groupe BPCE.</p>
<p>B.16</p>	<p>Entité(s) ou personne(s) détenant ou contrôlant directement ou indirectement l'Emetteur</p>	<p>BPCE est l'actionnaire principal de Natixis et du fait de sa position exerce les responsabilités prévues par la réglementation bancaire. L'application des règles du gouvernement d'entreprise et les règles fixées aux membres du conseil permettent de prévenir le risque de l'exercice d'un contrôle abusif.</p> <p>Au 31 janvier 2016, BPCE détenait 71,2% du capital de Natixis. La structure du Groupe BPCE était la suivante :</p> <div data-bbox="735 1529 1441 1955" data-label="Diagram"> <pre> graph TD subgraph Groupe_BPCE [GROUPE BPCE] direction LR B19[19 Banques Populaires] --- P1((50%)) C17[17 Caisses d'Epargne] --- P2((50%)) P1 --- J(()) P2 --- J end J --> BPCE[BPCE Organe central] BPCE -- 71.2% --> NATIXIS[NATIXIS] </pre> </div>

Élément	Titre	
B.17	<p>Notation assignée à l'Emetteur ou à ses titres d'emprunt</p>	<p>A ce jour, la dette à long terme non-subordonnée de Natixis est notée A2 (stable) par Moody's France S.A.S. (Moody's), A (stable) par Standard and Poor's Credit Market Services France SAS (S&P) et A (stable) par Fitch France S.A.S. (Fitch).</p> <p>A la date du Prospectus de Base, Moody's, S&P et Fitch sont des agences de notation établies dans l'UE et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) No. 1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit (tel que modifié, le Règlement ANC) et figurent sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (www.esma.europa.eu) conformément au Règlement ANC.</p>

Section C – Valeurs mobilières

Elément	Titre	
C.1	Nature, catégorie et indentification des Obligations	<p>Les Obligations sont émises par souche (chacune une Souche), à une même date ou à des dates différentes. Les Obligations d'une même Souche seront soumises (à tous égards à l'exception de la date d'émission, du montant nominal total et du premier paiement des intérêts) à des modalités identiques, les Obligations de chaque Souche étant fongibles entre elles. Chaque Souche peut être émise par tranches (chacune une Tranche), ayant la même date d'émission ou des dates d'émission différentes. Les modalités spécifiques de chaque Tranche (notamment, sans que cette liste ne soit limitative, le montant nominal total, le prix d'émission, leur prix de remboursement et les intérêts, le cas échéant, payables dans le cadre de ces Obligations), seront déterminées par l'Emetteur et figureront dans les Conditions Définitives.</p> <p>Les Obligations sont émises, au gré de l'Emetteur, soit au porteur, inscrites dans les livres d'Euroclear France (agissant en tant que dépositaire central) qui créditera les comptes des teneurs de compte auprès d'Euroclear France (les Teneurs de Compte), soit au nominatif et, dans ce cas, au gré du porteur concerné, soit au nominatif administré, inscrites dans les livres d'un Teneur de Compte désigné par le porteur concerné, soit au nominatif pur, inscrites dans un compte tenu par l'Emetteur ou par un établissement mandataire agissant pour le compte de l'Emetteur.</p> <p>Un numéro d'identification des Obligations (Code ISIN) sera indiqué dans les Conditions Définitives concernées à chaque émission d'Obligations (les Conditions Définitives).</p> <p>Résumé de l'émission</p> <p>Souche N° : 247</p> <p>Tranche N° : 1</p> <p>Montant nominal total : EUR 150.000.000</p> <p>Code ISIN : FR0013133691</p> <p>Code commun : 137669137</p>
		<p>Forme des Obligations: Obligations dématérialisées au porteur</p> <p>Dépositaire Central : Euroclear France</p>
C.2	Devises	La devise des Obligations est l'Euro (« EUR »)

Elément	Titre	
C.5	Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des Obligations	<p>Sous réserve de certaines restrictions relatives à l'achat, l'offre, la vente et la livraison des Obligations et à la possession ou la distribution du Prospectus de Base ou tout autre document d'offre, il n'existe pas de restriction imposée à la libre négociabilité des Obligations.</p>
C.8	Description des droits attachés aux Obligations	<p><i>Prix d'émission</i></p> <p>Les Obligations peuvent être émises au pair ou avec une décote ou une prime par rapport à leur valeur nominale.</p>
		<p><i>Valeur nominale</i></p> <p>Les Obligations d'une même Souche auront la valeur nominale indiquée dans les Conditions Définitives concernées, sous réserve, en ce qui concerne Natixis Structured Issuance, que la Valeur Nominale de chaque Obligation admise aux négociations sur un Marché Réglementé ou offerte au public sur le territoire d'un Etat membre de l'Espace Economique Européen, dans des conditions qui requièrent de publier un prospectus en application de la Directive Prospectus, soit au minimum de 1.000 euros (ou si les Obligations sont libellées dans une devise autre que l'euro, le montant équivalent dans cette devise à la date d'émission), ou tout autre montant plus élevé tel qu'il pourrait être autorisé ou requis à tout moment par la banque centrale compétente (ou toute autre autorité équivalente) ou par toute loi ou règlement applicables à la devise spécifiée et étant rappelé qu'il ne peut y avoir qu'une seule valeur nominale par Souche.</p> <p><i>Rang de créance</i></p> <p>Les Obligations constitueront des obligations directes, inconditionnelles, non assorties de sûretés et non subordonnées, de l'Emetteur et viendront au même rang entre elles. Les obligations de paiement de l'Emetteur au titre des Obligations auront, sauf pour les exceptions prévues par la loi, à tout moment le même rang que toutes les dettes et obligations de paiement non assorties de sûretés et non subordonnées de l'Emetteur, présentes et futures.</p> <p><i>Garantie</i></p> <p>Lorsque l'Emetteur est Natixis Structured Issuance, les Obligations font l'objet d'une garantie irrévocable et inconditionnelle de Natixis pour le paiement régulier et ponctuel de toutes les sommes dues par Natixis Structured Issuance.</p>

Elément	Titre	
		<p>Maintien de l'emprunt à son rang</p> <p>L'Emetteur garantit qu'aussi longtemps que des Obligations seront en circulation, il ne constituera pas ou ne permettra pas que subsiste d'hypothèque, de gage, de privilège ou toute autre forme de sûreté, sur tout ou partie de ses engagements, actifs ou revenus, présents ou futurs, pour garantir une Dette Concernée ou une garantie ou une indemnité de l'Emetteur relative à une Dette Concernée, sauf si, simultanément ou auparavant, les obligations de l'Emetteur en vertu des Obligations (A) en bénéficient également, ou (B) peuvent bénéficier d'une autre sûreté, garantie, indemnité ou autre arrangement qui devra être approuvé par une résolution de la Masse.</p> <p>Dette Concernée signifie l'endettement présent ou futur sous forme de, ou représenté par des obligations, des titres de créance négociables ou toute autre valeur mobilière qui sont, ou sont susceptibles d'être admis aux négociations sur un marché réglementé ou négociés de façon ordinaire sur tout autre bourse, marché de gré à gré ou tout autre marché de titres financiers.</p>
		<p>Cas d'exigibilité anticipée</p> <p>Lorsque l'Emetteur est Natixis, les Obligations pourront être exigibles de façon anticipée à l'initiative du Représentant, agissant pour le compte de la Masse (telle que définie ci-dessous), de sa propre initiative ou à la demande d'un ou plusieurs porteur(s) d'Obligations représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pourcents (10%) des Obligations en circulation si (i) Natixis ne paie pas à son échéance tout montant en principal ou intérêts dû en vertu de toute Obligation (sous certaines conditions) et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 15 jours calendaires ; (ii) Natixis n'exécute pas l'une quelconque de ses autres obligations en vertu des Obligations (sous certaines conditions) et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 60 jours calendaires ; (iii) toute autre dette d'emprunt de Natixis devient exigible et remboursable par anticipation en raison d'un défaut de paiement, ou toute dette de cette nature n'est pas payée à son échéance par Natixis (sous certaines conditions notamment si le montant total ainsi payable ou remboursable est inférieur ou égal à 50.000.000 € (ou la contre-valeur de cette somme dans d'autres devises)) ; (iv) Natixis fait l'objet d'un jugement prononçant sa liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise, ou procède à un abandon d'actif au profit de ses créanciers, ou conclut un accord avec ses créanciers, ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de faillite; ou (v) Natixis vend, transfère, prête ou dispose autrement, directement ou indirectement, de la totalité ou d'une partie substantielle de son entreprise ou de ses actifs, ou Natixis décide de procéder à sa dissolution ou à sa liquidation volontaire, fait</p>

Elément	Titre	
		l'objet d'une dissolution ou liquidation forcée, ou engage une procédure en vue de cette dissolution ou liquidation volontaire ou forcée (excepté dans certaines conditions).
		<p>Fiscalité</p> <p>Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits au titre des Obligations effectués par ou pour le compte de chaque Emetteur seront effectués sans prélèvement ou retenue à la source au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, à moins que ce prélèvement ou cette retenue à la source ne soit exigé par la loi applicable.</p> <p>Chaque Emetteur sera tenu de majorer ses paiements, sous réserve de certaines exceptions afin de compenser un prélèvement ou une retenue à la source imposé par la loi française, si l'Emetteur est Natixis, ou la loi luxembourgeoise, si l'Emetteur est Natixis Structured Issuance.</p> <p>Tous les paiements effectués par le Garant au titre de la Garantie, si applicable, seront effectués sans aucun prélèvement ou retenue à la source au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, à moins que ce prélèvement ou cette retenue à la source ne soit exigé par la loi applicable.</p> <p>Si le Garant est tenu d'effectuer un prélèvement ou une retenue à la source, le Garant devra verser, dans la mesure où la loi le lui permet, des montants supplémentaires aux porteurs des Obligations en vue de compenser ce prélèvement ou cette retenue à la source, comme indiqué dans la Garantie.</p> <p>Tout paiement effectué au titre des Obligations sera soumis à tout prélèvement ou retenue à la source requis par toute législation, réglementation ou directive, notamment fiscale, en ce compris, non limitativement l'<i>U.S. Internal Revenue Code of 1986</i>.</p> <p>Droit applicable</p> <p>Les Obligations sont régies par le droit français.</p> <p>Prix d'Emission : 100% du Montant Nominal Total</p> <p>Valeur Nominale Indiquée : EUR 100</p>

Elément	Titre	
C.9	Intérêts, échéance et modalités de remboursement, rendement et représentation des Porteurs des Obligations	<p>Merci de vous reporter également à la section C.8 ci-dessus.</p> <p>Obligations Indexées</p> <p>Pour les paiements d'intérêt relatifs aux Obligations Indexées, se référer au paragraphe C.10.</p> <p>Echéance</p> <p>Les Obligations pourront être assorties de toute maturité convenue.</p> <p>Remboursement</p> <p>Sous réserve d'un rachat suivi d'une annulation ou d'un remboursement anticipé, les Obligations seront remboursées à la Date d'Echéance et au Montant de Remboursement Final indiqués dans les Conditions Définitives concernées. Le montant de remboursement pourra être inférieur au pair (le cas échéant).</p> <p>Pour les Obligations Indexées, le montant de remboursement final sera calculé sur la base des formules de calcul suivantes : <u>Vanille Conditionnelle (se référer au paragraphe C.18).</u></p> <p>Remboursement Anticipé</p> <p>Le montant de remboursement anticipé payable au titre des Obligations sera précisé dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>Pour les Obligations Indexées, le montant de remboursement anticipé (le cas échéant applicable) sera calculé sur la base des formules de calcul suivantes : <u>Vanille Conditionnelle (se référer au paragraphe C.18).</u></p> <p>Remboursement pour raisons fiscales</p> <p>Le remboursement anticipé des Obligations au gré de l'Emetteur sera possible pour des raisons fiscales.</p>
		<p>Représentation des Porteurs</p> <p>Les Porteurs seront, au titre de toutes les Tranches d'une même Souche, automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse (dans chaque cas, la Masse).</p> <p>La Masse sera régie par les dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce et agira par l'intermédiaire d'un représentant titulaire (le Représentant) et d'un représentant suppléant, dont l'identité et la rémunération au titre de cette fonction seront indiquées dans les Conditions Définitives concernées. Les stipulations relatives à la Masse ne s'appliqueront pas dans l'hypothèse où toutes les Obligations d'une Souche sont détenues par un Porteur unique.</p>

Élément	Titre	
		<p>Base d'Intérêt : Sans objet</p> <p>Date d'Echéance : 12 décembre 2024</p> <p>Montant de Remboursement Final : Pour les Obligations Indexées, le montant de remboursement final sera calculé sur la base des formules de calcul suivantes : <u>Vanille Conditionnelle (se référer au paragraphe C.18)</u></p>
		<p>Montant de Remboursement Anticipé : Sans objet</p> <p>Rendement : Sans objet</p> <p>Représentation des Porteurs : Les noms et coordonnées du représentant titulaire et du représentant suppléant sont F&S Financial Services SAS. Le Représentant désigné de la première Tranche de toute Souche des Obligations sera le représentant de la Masse unique de toutes les autres Tranches de cette Souche.</p>
C.10	Paiement des intérêts liés à un (des) instrument(s) dérivé(s)	Sans objet
C.11	Cotation et admission à la négociation	Les Obligations seront admises à la négociation sur le marché réglementé d' Euronext Paris .
C.15	Description de l'impact de la valeur du sous-jacent sur la valeur de l'investissement	<p>La valeur des Obligations Indexées peut être affectée par la performance d'un indice.</p> <p>En effet, ce Sous-Jacent a un impact sur le remboursement final et le montant de remboursement anticipé qui sont calculés selon la formule de calcul indiquée à la section C.9 ci-dessus et sur le montant d'intérêts qui est calculé selon la formule de calcul indiquée à la section C.18 ci-dessous.</p>
C.16	Obligations Indexées – Echéance	La Date d'Echéance des Obligations Indexées est 12 décembre 2024
C.17	Obligations Indexées – Règlement-livraison	Les Obligations Indexées ne font pas l'objet d'un règlement physique.

Élément	Titre	
C.18	Produit des Obligations Indexées	<p>Le produit des Obligations Indexées est calculé selon la formule de calcul <u>Vanille Conditionnelle</u></p> <p>L'objectif de la Vanille Conditionnelle est de délivrer des coupons dont la valeur est indexée sur la Performance de la Sélection. Le Paiement de ces coupons est néanmoins conditionnel. Il dépend de la réalisation d'un ou plusieurs scénarii (franchissement de barrière...).</p> <p>Le Montant de Remboursement Final par Obligation payable à la Date d'Echéance est déterminé par l'Agent de Calcul selon la formule suivante :</p> <p>Valeur Nominale × [100% + (Vanille1 × Condition1) + (Vanille2 × Condition2) + (Vanille3 × Condition3)]</p> <p>Les coupons (Vanille1, Vanille2, Vanille3) correspondent à des montants déterminés en fonction de la Performance de la Sélection dont le paiement est conditionné à la réalisation d'événements de marché (Condition1, Condition2, Condition3).</p> <p>La valeur de ces coupons est déterminée par l'Agent de Calcul selon les formules suivantes :</p> <p>Vanille1 = Coupon1 + G1 × Min(Cap1, Max(Type1 × (PerfPanier1(T) – K1), Floor1)) Vanille2 = Coupon2 + G2 × Min(Cap2, Max(Type2 × (PerfPanier2(T) – K2), Floor2)) Vanille3 = Coupon3 + G3 × Min(Cap3, Max(Type3 × (PerfPanier3(T) – K3), Floor3))</p> <p>La valeur de chacune des conditions est déterminée de la manière suivante :</p> <p>Condition1 = 1 si PerfPanier4(T) ≥ H = 0 sinon Condition2 = 1 si PerfPanier5(T) < B = 0 sinon Condition3 = 1 si PerfPanier6(T) ≥ D1 et PerfPanier7(T) ≤ D2 = 0 sinon</p> <p>Où :</p> <p>"Coupon1", "Coupon2", "Coupon3" désignent un taux fixe ou taux variable tel que précisé dans les Conditions Définitives concernées. "G1", "G2", "G3" désignent des pourcentages précisés dans les Conditions Définitives concernées. "Cap1", "Cap2", "Cap3" désignent des pourcentages précisés dans les Conditions Définitives concernées. "Floor1", "Floor2", "Floor3" désignent des pourcentages précisés dans les Conditions Définitives concernées.</p>

Elément	Titre	
		<p>"K1", "K2", "K3" désignent des pourcentages précisés dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>"Type1", "Type2", "Type3" désignent un chiffre égal à (-1) ou (1), précisé dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>"H" désigne un pourcentage précisé dans les Conditions Définitives concernées. Si "H" est désigné comme Non Applicable, alors Condition1 = 0 dans tous les cas.</p> <p>"B" désigne un pourcentage précisé dans les Conditions Définitives concernées. Si "B" est désigné comme Non Applicable, alors Condition2 = 1 dans tous les cas.</p> <p>"D1" désigne un pourcentage précisé dans les Conditions Définitives concernées. Si "D1" est désigné comme Non Applicable, alors :</p> <p>Condition3 = 1 si PerfPanier7(t) ≤ D2</p> <p>= 0 sinon</p> <p>"D2" désigne un pourcentage précisé dans les Conditions Définitives concernées. Si "D2" est désigné comme Non Applicable, alors :</p> <p>Si "D1" n'est pas désigné comme Non Applicable :</p> <p>Condition3 = 1 si PerfPanier6(t) ≥ D1</p> <p>= 0 sinon</p> <p>Sinon Condition3 = 0 dans tous les cas.</p> <p>"PerfPanier1(T)", "PerfPanier2(T)", "PerfPanier3(T)", "PerfPanier4(T)", "PerfPanier5(T)", "PerfPanier6(T)", "PerfPanier7(T)" désignent des Performances de la Sélection à la dernière Date d'Evaluation. Leur valeur respective est calculée chacune à l'aide d'une des formules précisées dans les Conditions Définitives concernées et définies dans la clause 1.1 "Définitions Communes" ci-dessus. La formule utilisée pour calculer "PerfPanieri(T)" peut être différente de la formule utilisée pour calculer "PerfPanierj(T)", pour des indices "i" et "j" différents.</p>
C.19	Obligations Indexées – Prix de Référence, Prix de Clôture Ultime, Prix de Référence de la Matière Première	Sans objet

Élément	Titre	
C.20	Obligations Indexées – Description du sous-jacent et endroits où trouver les informations à son sujet	Le sous-jacent des Obligations Indexées est l'Indice CAC ® Large 60 EWER et les informations relatives à ce sous-jacent peuvent être trouvées sur le site internet du promoteur de l'Indice et sur la page Bloomberg de l'Indice (code Bloomberg : CLEWE index).
C.21	Marché(s) de négociation	Pour des indications sur le marché où les Obligations seront, le cas échéant, négociées et pour lequel le Prospectus de Base a été publié, veuillez vous reporter à la section C.11 ci-dessus.

Section D – Risques

Elément	Titre	
D.2	Informations clés sur les principaux risques propres à l'Emetteur ou à son exploitation et son activité	<p>Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et pouvoir évaluer correctement les risques inhérents aux Obligations.</p> <p>Certains facteurs de risque peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à respecter leurs obligations au titre des Obligations, dont certains qu'ils ne sont pas en mesure de contrôler.</p> <p>Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par Natixis et Natixis Structured Issuance, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.</p> <p>Natixis est soumis à des risques liés à son activité et au métier bancaire, à ses relations avec BPCE et les réseaux Banque Populaires et Caisses d'Epargne, à l'environnement macroéconomique et à la crise financière. Certains risques sont plus directement liés à Natixis, tels que sa qualité de crédit et les risques juridiques.</p> <p>Catégories de risques inhérentes aux activités de Natixis:</p> <p>(i) le risque de crédit ;</p> <p>(ii) le risque de marché, de liquidité et de financement ;</p> <p>(iii) le risque opérationnel ; et</p> <p>(iv) le risque d'assurance.</p>
D.3	Informations clés sur les principaux risques propres aux Obligations	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Emetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Obligations émises dans le cadre du Programme, certains facteurs sont essentiels en vue de déterminer les risques de marché liés aux Obligations émises dans le cadre du Programme. Ces facteurs incluent notamment :</p>
		<p style="text-align: center;">1. Risques financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Obligations peuvent ne pas être un investissement approprié pour tous les investisseurs. • Risques liés à la liquidité/négociation des Obligations <p>Les Obligations peuvent ne pas avoir de marché de négociation</p>

Elément	Titre	
		<p>établi au moment de leur émission. Il ne peut être garanti qu'un marché actif des Obligations se développera sur le marché où les Obligations sont cotées ou qu'une liquidité existera à tout moment sur ce marché s'il s'en développe un. En conséquence les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Obligations avant leur Date d'Echéance.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la valeur de marché des Obligations <p>La valeur de marché des Obligations peut être affectée notamment par la solvabilité de l'Emetteur ou du Groupe ainsi que par un certain nombre d'autres facteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques de change et de contrôle des changes <p>Des investisseurs dont les activités financières sont effectuées principalement dans une devise différente de la devise d'émission des Obligations encourent le risque que les taux de change varient significativement et que les autorités du pays régissant la devise de l'investisseur puissent imposer ou modifier les contrôles des changes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés aux notations de crédit <p>Les notations peuvent ne pas refléter l'impact potentiel de tous les risques liés, entre autres, à la structure de l'émission concernée, au marché concerné pour les Obligations, et les autres facteurs (y compris ceux énoncés ci-dessus) qui peuvent affecter la valeur des Obligations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques en terme de rendement <p>Le rendement réel des Obligations obtenu par le Porteur pourra être inférieur au rendement déclaré en raison des coûts de transaction.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés au remboursement au gré de l'Emetteur <p>Les rendements reçus suite au remboursement au gré de l'Emetteur peuvent être moins élevés que prévu, et le montant nominal remboursé des Obligations peut être inférieur au prix d'achat des Obligations payé par le Porteur. En conséquence, le Porteur peut ne pas recevoir le montant total du capital investi. De plus, les investisseurs qui choisissent de réinvestir les sommes qu'ils reçoivent au titre d'un remboursement anticipé risquent de ne pouvoir le faire que dans des titres ayant un rendement inférieur aux Obligations remboursées.</p>

Elément	Titre	
		<p style="text-align: center;">2. Risques juridiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés aux conflits d'intérêts potentiels entre l'Emetteur, le Garant, l'Agent de Calcul ou leurs filiales respectives et les porteurs d'Obligations <p>Certaines activités de l'Emetteur, du Garant, de l'Agent de Calcul et de l'une de leurs filiales et sociétés liées respectives peuvent présenter certains risques de conflits d'intérêts qui peuvent avoir un impact négatif sur la valeur de ces Obligations.</p> <p>L'Agent de Calcul peut être une filiale ou une société liée de l'Emetteur ou du Garant et en conséquence, des conflits d'intérêts potentiels pourraient exister entre l'Agent de Calcul et les Porteurs, y compris au regard de certaines déterminations et certaines décisions que l'Agent de Calcul doit effectuer, y compris si un Evénement Perturbateur de Marché, un Evénement Perturbateur de Règlement ou un Evénement de Crédit (chacun, tel que défini ci-dessous) s'est produit.</p> <p>De plus, la distribution des Obligations pourra se faire par l'intermédiaire d'établissements chargés de recueillir les demandes d'achat des investisseurs, et ces intermédiaires, le cas échéant, peuvent être liés à l'Emetteur, au Garant ou au groupe BPCE. Ainsi au cours de la période de commercialisation, certains conflits d'intérêts peuvent survenir entre les intérêts des distributeurs, de l'Emetteur, du Garant et/ou du groupe BPCE et ceux des porteurs d'Obligations.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la fiscalité <p>Les acheteurs et vendeurs potentiels des Obligations doivent garder à l'esprit qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits dans la juridiction où les Obligations sont transférées ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales et aucune décision judiciaire n'est disponible s'agissant d'instruments financiers tels que les Obligations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à un changement législatif <p>Les Obligations sont régies par le droit français en vigueur à la date du Prospectus de Base. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision de justice ou d'une modification de la législation ou des pratiques administratives postérieures à la date du Prospectus de Base.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à une modification des modalités des Obligations

Elément	Titre	
		<p>Les Porteurs non présents et non représentés lors d'une Assemblée Générale pourront se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés au droit français des procédures collectives <p>Conformément au droit français des procédures collectives, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant Natixis en qualité d'Emetteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à l'exposition au sous-jacent <p>Les Obligations Indexées sur un Indice Mono-Bourse et Obligations Indexées sur un Indice Multi-Bourses (indice unique).</p> <p>Une telle Obligation peut comporter un risque similaire ou supérieur (notamment en cas d'effet de levier) à un investissement direct dans le Sous-Jacent.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> • Risques spécifiques liés à la nature du Sous-Jacent <p>Le Sous-Jacent comporte des risques qui lui sont propres et qui peuvent exposer le porteur de ces Obligations à une perte partielle ou totale de son investissement. Ainsi par exemple, cette Obligation pourra voir son rendement ou son montant de remboursement fluctuer en fonction de l'évolution du cours ou prix de ce Sous-Jacent. Ces risques spécifiques peuvent en outre être liés à un événement extraordinaire affectant ce Sous-Jacent. Les investisseurs doivent comprendre les risques susceptibles d'affecter le Sous-Jacent avant d'investir dans cette Obligation.</p>
D.6	Informations de base sur les facteurs significatifs permettant de déterminer les risques associés aux Obligations Indexées	<p>Merci de vous reporter également à la section D.3 ci-dessus.</p> <p>Avertissement : dans certaines circonstances, les porteurs d'Obligations peuvent perdre toute ou partie de la valeur de leur investissement.</p>

Section E – Offre

Elément	Titre																													
E.2b	Raisons de l'offre et utilisation du produit de l'Offre	Le produit net de l'émission des Obligations sera destiné aux besoins de financement généraux de Natixis.																												
E.3	Modalités de l'offre	<p>Les Obligations sont offertes au public en France.</p> <p>Période d'Offre : Du 1 juin 2016 à 9 heures (CET) au 19 novembre 2016 à 17 heures (CET).</p> <p>Prix d'Offre : Le Prix d'Offre commencera à 99,53% de la Valeur Nominale Indiquée le 1 juin 2016 et progressera pendant la Période d'Offre pour atteindre 99,95% de la Valeur Nominale Indiquée le 19 novembre 2016.</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 30%;">Periode d'Offre</th> <th style="width: 15%;">Date de Centralisation</th> <th style="width: 15%;">Taux d'achat</th> <th style="width: 15%;">Prix d'Offre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Du 1 juin 2016 inclus au 30 juin 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">30 juin 2016</td> <td style="text-align: center;">99,53%</td> <td style="text-align: center;">99.53 EUR</td> </tr> <tr> <td>Du 30 juin 2016 exclu au 30 juillet 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">1 aout 2016</td> <td style="text-align: center;">99,61%</td> <td style="text-align: center;">99.61 EUR</td> </tr> <tr> <td>Du 30 juillet 2016 exclu au 31 aout 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">31 aout 2016</td> <td style="text-align: center;">99,70%</td> <td style="text-align: center;">99.70 EUR</td> </tr> <tr> <td>Du 31 aout 2016 exclu au 30 septembre 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">30 septembre 2016</td> <td style="text-align: center;">99,78%</td> <td style="text-align: center;">99.78 EUR</td> </tr> <tr> <td>Du 30 septembre 2016 exclu au 31 octobre 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">31 octobre 2016</td> <td style="text-align: center;">99,86%</td> <td style="text-align: center;">99.86 EUR</td> </tr> <tr> <td>Du 31 octobre 2016 exclu au 19 novembre 2016 inclus</td> <td style="text-align: center;">22 novembre 2016</td> <td style="text-align: center;">99,95%</td> <td style="text-align: center;">99.95 EUR</td> </tr> </tbody> </table> <p>Où la Date de Centralisation est la date à laquelle le Prix d'Offre de chaque Obligation sera déterminé selon la formule suivante :</p> <p style="padding-left: 20px;">Valeur Nominale Indiquée × Taux d'achat</p> <p>Conditions auxquelles l'Offre est soumise : Non Applicable</p> <p>Description de la procédure de demande de souscription : Non Applicable</p>	Periode d'Offre	Date de Centralisation	Taux d'achat	Prix d'Offre	Du 1 juin 2016 inclus au 30 juin 2016 inclus	30 juin 2016	99,53%	99.53 EUR	Du 30 juin 2016 exclu au 30 juillet 2016 inclus	1 aout 2016	99,61%	99.61 EUR	Du 30 juillet 2016 exclu au 31 aout 2016 inclus	31 aout 2016	99,70%	99.70 EUR	Du 31 aout 2016 exclu au 30 septembre 2016 inclus	30 septembre 2016	99,78%	99.78 EUR	Du 30 septembre 2016 exclu au 31 octobre 2016 inclus	31 octobre 2016	99,86%	99.86 EUR	Du 31 octobre 2016 exclu au 19 novembre 2016 inclus	22 novembre 2016	99,95%	99.95 EUR
Periode d'Offre	Date de Centralisation	Taux d'achat	Prix d'Offre																											
Du 1 juin 2016 inclus au 30 juin 2016 inclus	30 juin 2016	99,53%	99.53 EUR																											
Du 30 juin 2016 exclu au 30 juillet 2016 inclus	1 aout 2016	99,61%	99.61 EUR																											
Du 30 juillet 2016 exclu au 31 aout 2016 inclus	31 aout 2016	99,70%	99.70 EUR																											
Du 31 aout 2016 exclu au 30 septembre 2016 inclus	30 septembre 2016	99,78%	99.78 EUR																											
Du 30 septembre 2016 exclu au 31 octobre 2016 inclus	31 octobre 2016	99,86%	99.86 EUR																											
Du 31 octobre 2016 exclu au 19 novembre 2016 inclus	22 novembre 2016	99,95%	99.95 EUR																											

Elément	Titre	
		<p>Informations sur le montant minimum et/ou maximum de souscription : Le montant minimum de souscription est de EUR 100, soit une Obligation.</p> <p>Modalités et date de publication des résultats de l'Offre : Non Applicable</p>
E.4	Intérêts, y compris conflictuels, pouvant influencer sensiblement l'émission/l'offre	<p>Sous réserve de conflits d'intérêts potentiels lorsque l'Emetteur ou ses filiales ou ses sociétés liées réalisent notamment certaines opérations de négociation ou activités de couverture, relatifs à la perception par les intermédiaires financiers de commissions d'un montant maximum payable à l'émission de 5.00% du montant des Obligations placées, à la connaissance de l'Emetteur, aucune autre personne participant à l'émission n'y a d'intérêt significatif.</p>
E.7	Estimation des dépenses mises à la charge de l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur	<p>Sans objet, aucune dépense ne sera mise à la charge de l'investisseur.</p>